

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

**Marché relatif à la formation à la méthode Emploi d'Abord des professionnel.les
de l'accompagnement des secteurs de l'Accueil Hébergement Insertion
(AHI) et de l'emploi**

Procédure SG-SAD3-019-25

Table des matières

1 - Objet du marché.....	3
2 - Caractéristiques du marché.....	3
2.1- Procédure de passation.....	3
2.2 - Allotissement.....	3
2.3- Forme du marché.....	3
2.4- Durée du marché.....	3
3- Pièces constitutives du marché.....	3
4- Mise en œuvre des prestations.....	4
4.1- Démarrage des prestations.....	4
4.2- Lieux d'exécution.....	4
5- Modalités de passation des bons de commande.....	4
5.1- Prestations sur bons de commande.....	4
5.2- Délais d'exécution d'un bon de commande.....	5
6- Opérations de vérification.....	5
7- Prix des prestations.....	6
7.1- Nature des prix.....	6
7.2- Contenu des prix.....	6
7.3- Application de la taxe sur la valeur ajoutée.....	6
8- Modalités de règlement.....	6
8.1- Avance.....	6
8.2 - Modalités de paiements.....	7
9. Facturation.....	7
10 - Pénalités.....	7
11- Sous-traitance.....	7
11.1- Déclaration de sous-traitance au moment de l'offre.....	8
11.2- Déclaration de sous-traitance après notification du marché.....	8
11.3- Paiement des sous-traitants.....	8
12- Obligation de confidentialité du titulaire.....	9
13- Engagements de l'administration.....	10
14- Résiliation du marché.....	10
15- Formalités administratives diverses.....	10
Assurance.....	10
16- Clause environnementale.....	10
17- Litiges.....	10
18- Dérogation aux documents généraux.....	11

1 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet la formation à la méthode Emploi d'Abord des professionnel.les de l'accompagnement des secteurs de l'Accueil Hébergement Insertion (AHI) et de l'emploi.

2 - Caractéristiques du marché

2.1- Procédure de passation

Le présent marché a pour objet des services sociaux et autres services spécifiques. Il est passé selon la procédure adaptée en application du 3° de l'article R.2123-1 du code de la commande publique.

Il s'agit d'un marché de services au sens de l'article L. 1111-4 du Code de la commande publique. Il se réfère au cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

2.2 - Allotissement

Le marché n'est pas alloti. Il ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

2.3- Forme du marché

Le marché est un accord-cadre qui s'exécute par l'émission de bons de commande passés selon la survenance du besoin, conformément aux articles R. 2162-2, R. 2162-4, R.2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Le marché est conclu sans montant minimum, et avec un montant **maximum de** 140 000 euros hors taxe (HT) sur la durée totale du marché.

2.4- Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée de douze (12) mois à compter de sa date de notification.

Il pourra être reconduit une (1) fois tacitement, sans que sa durée totale puisse excéder vingt-quatre (24) mois. La reconduction part de la date anniversaire du marché et le titulaire ne peut s'y opposer.

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut décider de ne pas reconduire le marché. Dans ce cas, il en informe le titulaire par écrit un mois avant la date d'échéance du marché.

3- Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché – seuls faisant foi les exemplaires originaux uniques conservés dans les locaux de l'administration, CCAG/FCS excepté – sont, par ordre de priorité décroissant :

- l'acte d'engagement (AE) et son annexe financière intitulée « bordereau des prix » ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;

- l'offre technique.

Sauf cas d'erreur manifeste, l'ordre de priorité des pièces constitutives dont la liste déroge à l'article 4.1 du CCAG/FCS, prévaut en cas de contradiction dans le contenu de ces pièces.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG/FCS, la notification du marché comprend uniquement une copie de l'acte d'engagement et son annexe financière.

4- Mise en œuvre des prestations

4.1- Démarrage des prestations

Les prestations débutent à compter de la date de notification du marché au titulaire.

4.2- Lieux d'exécution

Les interventions du prestataire sont effectuées conformément aux dispositions du CCTP et aux dispositions de chaque bon de commande.

Dans le cadre du présent marché, le titulaire ne peut élever aucune réclamation en cas d'adjonction ou d'abandon d'un ou plusieurs sites de la part de l'acheteur. L'ajout d'un site d'intervention, en dehors du périmètre précisé dans l'article 3.2 du CCTP, fera l'objet d'un avenant. Toutefois, la suppression de site(s) sera notifiée au titulaire par courriel.

5- Modalités de passation des bons de commande

5.1- Prestations sur bons de commande

5.1.1- Émission des bons de commande

Les prestations sont déclenchées par l'émission d'un bon de commande prévisionnel annuel établi par la personne publique.

Les bons de commande sont signés par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Ils sont transmis au titulaire soit par échanges dématérialisés ou supports électroniques, soit par tout autre moyen permettant de donner une date certaine de réception. La date de réception du bon de commande par le titulaire vaut date de notification.

Chaque bon de commande est établi sur la base des prix mentionnés dans l'annexe financière de l'acte d'engagement.

- La date d'émission du bon de commande ;
- Le numéro du bon de commande ;
- La référence, la date de notification et l'objet du marché ;
- l'imputation budgétaire ;
- Le nom et l'adresse du titulaire ;
- Le service émetteur de la commande ;
- L'adresse de facturation et le code exécutant nécessaire pour la facturation électronique : La Grande Arche Paroi Sud 92055 La Défense Cedex, **FAC9450075** ;
- La signature de la personne habilitée ;

- Le détail de la prestation à réaliser (nature, quantité, prix,...) ;
- la date de livraison ;
- l'adresse de livraison
- Le montant total hors taxes ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant total TTC.

5.2- Délais d'exécution d'un bon de commande

Chaque bon de commande mentionne un délai d'exécution que l'administration détermine en fonction des prestations à réaliser.

5.2.1- Durée d'exécution des bons de commande

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

Ils sont exécutoires, même après la fin des délais contractuels du marché, dès lors que la durée d'exécution des prestations stipulées aux bons de commande ne dépasse pas un délai de trois (3) mois calendaires à compter de la fin contractuelle du marché.

5.2.2- Modifications des bons de commande

Si, en cours d'exécution, il s'avère nécessaire de modifier les termes essentiels d'un bon de commande, l'accord des parties sur ces modifications est concrétisé par la notification d'un bon de commande rectificatif soumis aux mêmes règles administratives que le bon de commande concerné.

Si les modifications portent sur des termes mineurs, elles sont traduites par un simple échange écrit (courrier ou courriel) entre les parties.

La modification d'un bon de commande n'est assortie d'aucune indemnité.

5.2.3- Annulation d'un bon de commande

La personne publique peut à tout moment annuler un bon de commande, qu'il ait ou non reçu un commencement d'exécution ou le modifier en retranchant ou en ajoutant des quantités.

L'annulation d'une commande n'est assortie d'aucune indemnité pour le manque à gagner. L'administration s'engage néanmoins à honorer le montant des prestations exécutées.

L'annulation d'un bon de commande est notifiée au titulaire soit par échanges dématérialisés ou supports électroniques, soit par tout autre moyen permettant de donner une date certaine de réception.

L'arrêt d'exécution d'un bon de commande ne vaut pas résiliation du marché.

6- Opérations de vérification

La constatation de l'exécution des prestations est régie par les articles 27 à 30 du CCAG-FCS.

Les vérifications seront effectuées dans les locaux du représentant du pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'assiste pas aux opérations de vérification.

7- Prix des prestations

7.1- Nature des prix

Les prix figurent dans le bordereau des prix, l'annexe financière de l'acte d'engagement. Ce sont des prix unitaires.

Les prix sont définitifs et fermes sur toute la durée d'exécution du marché.

7.2- Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre tous les frais afférents à la bonne exécution de ces prestations. Aucun frais supplémentaire n'est pris en compte.

Les prix sont indiqués hors taxes, auxquels il convient d'ajouter la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), calculée au taux en vigueur au moment de la réalisation des prestations.

7.3- Application de la taxe sur la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA. Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le pouvoir adjudicateur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

8- Modalités de règlement

Les paiements interviennent, après constatation du service fait, dans les conditions suivantes :

8.1- Avance

8.1.1 - Principe de versement

Une avance d'un montant égal à 5 % du montant du marché est accordée dans les conditions fixées à l'article R. 2191-3 et R. 2191-16 du Code de la commande publique dès lors que le montant du bon de commande est supérieur à 50 000 € HT et le délai d'exécution supérieur à deux mois, en l'absence de montant minimum prévu à l'accord-cadre. Cette avance est calculée sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Conformément à l'article R. 2191-7, ce taux de 5 % est porté à 30 % si le titulaire est une petite ou moyenne entreprise au sens de l'article R. 2151-13 du CCP.

Le titulaire peut refuser le versement de l'avance en le mentionnant expressément dans l'acte d'engagement.

Le titulaire peut toutefois refuser le versement de l'avance. Son refus doit être expressément mentionné dans l'acte d'engagement.

8.2 - Modalités de paiements

Les modalités de paiement sont les suivantes :

Le paiement des sommes dues au titre de chaque bon de commande prévisionnel annuel est effectué à l'issue de l'exécution des prestations commandées et de leurs validations par la personne publique (signature du service fait).

Les paiements sont obligatoirement effectués sur présentation d'une facture établie comme il est indiqué à l'article 9 du présent CCAP.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2191-22 du Code de la commande publique, pour les petites ou moyennes entreprises au sens de l'article R. 2151-13 la périodicité des paiements peut être ramenée à un mois, à la demande expresse du titulaire.

9. Facturation

Mentions obligatoires

Les factures mentionnent, outre les mentions légales :

- Le numéro et la date de notification du marché
- La dénomination sociale et l'adresse du titulaire
- Les références du compte bancaire mentionné sur l'acte d'engagement
- L'identification précise de l'acheteur
- Le numéro et la date d'émission du bon de commande
- En cas de facture dématérialisée, le code exécutant suivant : **FAC9450075**
- L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture
- Le détail de la prestation réalisée
- La période de la prestation réalisée
- L'adresse d'exécution de la prestation
- Le montant total hors taxes
- Le taux et le montant de la TVA
- Le montant total toutes taxes comprises
- Le numéro et la date de la facture

À défaut des mentions obligatoires précitées, la facture sera rejetée et le délai de la demande de paiement suspendu, après notification au titulaire ou mail avec accusé de réception et jusqu'à régularisation des mentions de la facture par le titulaire du marché.

10 - Pénalités

Les dispositions de l'article 14 du CCAG-FCS sont applicables.

11- Sous-traitance

Le titulaire du marché peut sous-traiter l'exécution de certaines parties des prestations, à la condition expresse d'avoir obtenu du représentant du pouvoir adjudicateur l'acceptation de

chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

Le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

11.1- Déclaration de sous-traitance au moment de l'offre

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre, le candidat doit, dans ladite offre, fournir, conformément à l'article R. 2193-1 du Code de la commande publique, une déclaration mentionnant :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Le soumissionnaire remet également à l'acheteur une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il n'est placé dans un cas d'exclusion mentionné par les dispositions législatives des sections 1 et 2 du chapitre Ier du titre IV.

La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

11.2- Déclaration de sous-traitance après notification du marché

Lorsque la déclaration de sous-traitance intervient après la notification du marché, le titulaire remet à l'acheteur contre récépissé ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, un acte spécial de sous-traitance contenant les renseignements mentionnés à l'article R. 2193-1 du Code de la commande publique.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par la signature de l'acte spécial de sous-traitance.

11.3- Paiement des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600,00 € TTC, le sous-traitant est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Le paiement des sous-traitants en paiement direct est effectué sur la base des pièces justificatives, revêtues de l'acceptation du titulaire du marché et transmises par celui-ci, conformément aux modalités de paiement prévues dans le contrat de sous-traitance.

Les paiements ne peuvent intervenir qu'après service fait.

Les règles de rédaction de la facturation sont identiques à celles du titulaire.

12- Obligation de confidentialité du titulaire

Le titulaire est tenu au secret professionnel. Il s'engage à ne pas divulguer, ni à utiliser pour d'autres fins que l'exécution du présent marché, les informations qu'il est amené à connaître directement ou indirectement du fait de l'exécution du présent marché.

Le titulaire est tenu aux clauses de confidentialité des articles 5.1, 5.2 et 5.4 du CCAG-FCS.

Le titulaire s'engage à restituer, à l'expiration du marché, l'ensemble des éléments remis par la personne publique, y compris les copies qui auraient pu en être faites.

En cas de manquement à cette obligation de la part du titulaire ou de ses sous-traitants ou de ses cotraitants éventuels, le marché peut être résilié pour faute du titulaire selon les dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS.

Pour l'exécution du présent marché, le titulaire est soumis à la réglementation en vigueur sur le traitement de données à caractère personnel, notamment le règlement UE 2016/679 (« règlement général sur la protection des données » – RGPD).

Il apporte à l'acheteur des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées.

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance (DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>) qui comprend les dispositions relatives au RGPD.

Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la législation et de la réglementation en vigueur sur la protection des données. Le titulaire demeure responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

Le titulaire informe l'acheteur de toute violation de données à caractère personnel, dès qu'il en a connaissance, par courrier électronique à l'adresse emploi@dihal.gouv.fr. Le titulaire prend toutes les mesures appropriées pour garantir l'intégrité, la confidentialité, la sauvegarde et la disponibilité des données.

Le titulaire s'engage ensuite à notifier la violation le plus rapidement possible au délégué à la protection des données (DPD) de l'acheteur à l'adresse suivante : dpd.daj.sg@developpement-durable.gouv.fr

Ces notifications contiennent l'ensemble des informations mentionnées au paragraphe 2 de l'article 33 du RGPD et sont accompagnées de toute documentation utile.

Le titulaire communique à l'acheteur, dès la notification du marché public, le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen.

13- Engagements de l'administration

L'administration s'engage à fournir au titulaire, pour la réalisation des prestations qui lui sont confiées, tous les matériels et informations jugés nécessaires à la bonne exécution du marché après accord entre les deux parties.

14- Résiliation du marché

Dans le cas où le titulaire ne respecterait pas ses obligations contractuelles, le marché pourra être résilié à ses torts sans qu'il puisse prétendre à indemnité.

Le marché pourra être résilié dans les cas et selon les conditions prévues à l'article 41 du CCAG/FCS.

15- Formalités administratives diverses

Assurance

Le titulaire doit être garanti par une police destinée à couvrir sa responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'exécution du marché. Le titulaire doit pouvoir fournir pendant toute la durée du marché et sur simple demande de l'administration une attestation émanant de sa compagnie d'assurance.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

16- Clause environnementale

Le titulaire devra réaliser les prestations attendues avec l'impact carbone le moins important concernant :

- **l'utilisation des outils numériques** : le titulaire devra éviter les envois papier des documents échangés avec l'acheteur. Il devra mettre en place des actions en faveur du numérique responsable afin de réduire l'empreinte carbone des prestations confiées (taille des livrables, modalités d'échanges des documents de travail et des livrables finaux...)
- **les déplacements générés par la prestation** : lorsqu'ils sont nécessaires, les déplacements devront se faire avec le moyen de transport le moins émetteur possible en gaz à effet de serre.

17- Litiges

Le présent marché est régi par le droit français.

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du Code de la commande publique.

Au cas où aucun accord amiable ne pourrait être trouvé entre les parties, le litige éventuel sera soumis au tribunal administratif compétent. L'instance chargée des procédures de recours est le :

Tribunal administratif de Cergy Pontoise
2-4 boulevard de l'Hautil
BP 30322
95027 Cergy-Pontoise cedex
Téléphone : 01 30 17 34 00
<http://cergy-pontoise.tribunal-administratif.fr>

18- Dérogation aux documents généraux

Les articles du présent CCAP cités dans le tableau ci-dessous dérogent aux articles du CCAG/FCS correspondant.

Articles du CCAP	Articles du CCAG/FCS
3	4.1 et 4.2.1
6	27.3